Depuis des décennies, les débats les moins stériles portent sur une meilleure allocation des ressources et des richesses. On ne peut que saluer initiative de cette consultation et espérer encore une fois, après le grand débat national, qu'elle porte ses fruits.

Pourtant, on peut surtout craindre qu'elle débouche une fois encore sur une multitude de propositions dont beaucoup seront pertinentes mais qui au final se heurteront toutes à une problématique de financement.

On recommencera à parler de priorités...et les mêmes causes produisant les mêmes effets, rien de significatif ne changera.

Pourquoi? Parce que le "nerf de la guerre", avant de choisir la meilleure façon de l'utiliser, il faut le préserver.

En 1960, l'état vivait avec 30% du PIB, aujourd'hui, on est arrivé à dépasser les 48% et il a contracté une dette qui dépasse les 2800 milliards! 5.65 millions d'agents publiques le plus souvent mal payés, désabusés et déconsidérés...et une fonction publique toujours plus austère, en déshérence, injoignable, kafkaïenne.

Tout comme on fait appel au citoyen pour participer aux décisions des Tribunaux, pourquoi ne pas faire appel à lui au sein de la Cour des Comptes ou de tout autre organisme de Conseil sur le bon usage des deniers publiques? Il apporterait la voix du bon sens qui s'est éteinte depuis si longtemps

Pour colmater les brèches tant bien que mal, on en arrive à inventer de nouvelles taxes tous les jours et c'est ainsi qu'on dépasse 48% de PIB sans que le citoyen ne mesure et perçoive autre chose que la dégradation continue de son service publique et de son réel pouvoir d'achat. A ce propos, quand on lui explique qu'il ne cesse de progresser, il est de plus en plus difficile de le convaincre qu'il est comme les autres victime d'une hallucination collective... Est-ce qu'on prétend sérieusement se contenter d'expliquer la dégradation par l'évolution de l'espérance de vie?

Lorsque mon automobile se met à consommer trop, je fais régler le carburateur, l’État, lui, achète une citerne avec l'argent publique, l'attèle et continue à rouler sans même avoir pris soin de choisir une destination...L'itinéraire évolue avec les unes des journaux.

A l'évidence l'intérêt collectif et le sens des responsabilités ne sont plus les préoccupations des "élites ". Le plus idiot de nos concitoyens sait qu'il ne peut dépenser plus que ce qu'il gagne, nos responsables l'ont oublié, trop préoccupés de leur stratégie personnelle.

Bien sûr qu'il faut investir dans l’Éducation, la Santé, la Recherche, la Justice, les énergies propres, le Social, le handicap, la Sécurité, etc, etc,...mais à quoi bon rechercher un consensus sur les priorités quand les ressources produites par chacun ont été dilapidées?

Chaque année, le rapport de la Cour des Comptes fait une ou deux manchettes dans la presse avant d'être posé sur celui de l'année précédente...

Voici donc ma proposition:

Tout comme on fait appel au citoyen pour participer aux décisions des Tribunaux, pourquoi ne pas faire appel à lui au sein de la Cour des Comptes ou de tout autre organisme de Conseil sur le bon usage des deniers publiques? Il apporterait la voix du bon sens qui s'est éteinte depuis si longtemps dans les ministères et aurait au moins un rôle consultatif mais de préférence une voix qui compterait dans les arbitrages d'allocations et l'évaluation des résultats obtenus par celles-là mêmes.

A défaut de créer les conditions d'un réel changement de gouvernance pour y remettre le sens de la responsabilité du bien publique, rien de déterminant ne changera. Les organismes d’État continueront à exister parce qu'ils dépensent, et la foire d'empoigne pour allouer les maigres ressources restantes perdurera jusqu'à un éclatement dont on sent les prémices.

Je ne suis pas visionnaire mais lorsque j'ai vu les taxes foncières augmenter encore et toujours en échange de rien, si ce n'est toujours une lente dégradation du Service, j'ai envoyé avec mon paiement un message à mon administration fiscale pour lui dire que la démonstration d'incurie que l'état faisait chaque jour finirait mal, sans doute dans la rue et qu'à cette occasion, on avait peu de chance d'y voir s'exprimer l'intelligence collective. C'était en novembre 2018...

Dans un contexte dégradé à tous les niveaux, nous avons vu - pour ne parler que de l'actualité récente - nos gouvernements s'attacher à des priorités absolues: mariage pour tous, 80 km/h,... le reste à l'évidence était moins important et moins urgent. C'est pathétique.

La crise du coronavirus nous oblige à nous arrêter pour réfléchir et identifier la route de notre futur. C'est une opportunité à ne pas manquer car il n'est pas certain que nous en ayons beaucoup d'autres.

Merci pour cette initiative et merci à vous qui vous êtes donné la peine de me lire jusqu'au bout.